

**Consultation publique de l'ARCEP sur le  
Projet de décision précisant les conditions d'accessibilité et d'ouverture des  
infrastructures et des réseaux éligibles à une aide du fonds d'aménagement numérique  
des territoires**

-----

**Réponse du Conseil général du Loiret**

-----

Transmise par mail à fant@arcep.fr le 17 novembre 2010 à 17h

Remarque 1 : la prise en compte des réseaux de collecte

Les critères de dimensionnement des réseaux éligibles (article 3 du projet de décision) s'appliquent exclusivement semble-t-il à des réseaux de desserte (réseaux terminaux) où il est effectivement requis de disposer de suffisamment de fibres pour desservir une zone de population donnée (au moins une fibre par foyer en zone mutualisée et plusieurs fibres par foyer en zone non mutualisée).

Ces critères ne nous semblent pas adaptés pour décrire une composante essentielle des réseaux de communication électronique à savoir les réseaux de collecte (des POP aux NRO typiquement). Si ces réseaux de collecte s'appuient eux aussi sur des règles d'ingénierie et de dimensionnement précises, ces dernières n'ont rien à voir avec les principes de dimensionnement évoqués puisque les équipements de multiplexage optique permettent de faire passer sur quelques fibres le trafic de plusieurs milliers de foyers.

Le Conseil général propose donc de distinguer dans l'évaluation des dossiers :

- les réseaux de collecte qui sont nécessaires à la réalisation d'un service de bout en bout avec pourquoi pas une mise en évidence de la manière dont ce réseau de collecte va être transformé en service effectif à l'abonné (via un NRO ou un SRO typiquement)
- les réseaux de desserte (réseaux terminaux)

La non prise en compte explicite et équitable des réseaux de collecte priverait les collectivités locales d'une aide sur une composante essentielle des réseaux que l'on veut construire.

Remarque 2 : la prise en compte des équipements actifs

Les équipements actifs représentent eux aussi un coût loin d'être négligeable pour déployer un service à très haut débit. Ce point est d'ailleurs explicitement admis par tous sur le thème équivalent de la montée en débit où les opérateurs mettent en avant l'investissement que représentent les baies NRA ZO ou NRA MD, même si l'on met le Génie Civil à leur disposition. Et les collectivités sont bien souvent sollicités pour financer l'intégralité de ces investissements dans le cadre d'un projet NRA ZO et bientôt NRA MD.

Alors pourquoi les équipements actifs des réseaux FTTH ne seraient-ils pas eux aussi valorisés dans les critères d'éligibilité au FANT, au même titre que les câbles optiques qui transitent par ces nœuds ?

Remarque 3 : la prise en compte des bâtiments et de leur raccordement aux réseaux d'énergie

Autre composante peut être moins essentielle d'un point de vue budgétaire, mais tout aussi importante dans la chaîne de bout en bout qui mène à l'abonné : les divers bâtiments ou armoires de rue qui doivent être raccordées à des réseaux divers : gaz, électricité, assainissement dans le cas d'un POP par exemple avec à chaque fois :

- un investissement foncier proportionnel à la taille du bâtiment
- des frais d'étude et d'ingénierie avec de plus en plus la prise en compte de règles de développement durables pour des bâtiments plus sobres.
- les frais d'accès aux réseaux (énergie, chauffage urbain, assainissement, ...)
- la construction proprement dite

Remarque 4 : la prise en compte des frais études

Chaque déploiement de réseau optique d'importance nécessite des frais d'études (APS, APD, Recollés) qui sont indissociables de sa construction. Cela représente régulièrement pas loin de 10 % du coût global de construction d'un tronçon ou d'équipement d'une zone.

Au vu de la complexité des règles d'ingénierie qui se mettent en place actuellement et au vu de la nécessité d'aller le plus souvent jusqu'à l'abonné, dans des immeubles ou des pavillons, on peut prendre le pari que ces frais d'étude auront tendance à s'accroître par rapport aux frais inhérents aux réseaux de collecte.

En conclusion : le modèle d'éligibilité des investissements au FANT est plus calqué sur une modélisation économique des coûts des réseaux FTTH et semble trop conditionné par la seule vision « terminale » du réseau. Trop structuré en somme par un « coût à la prise » qui a été à la base des décisions à ce jour.

Or concevoir, construire et donc financer un réseau nécessite de le redécouper en composantes toutes aussi essentielles les unes que les autres (étude, collecte, bâtiment, NRO, desserte terminale) et qui constituent autant de lignes dans les budgets d'investissements.

Il nous semble que les critères d'accès au FANT doivent intégrer un peu mieux cette réalité.